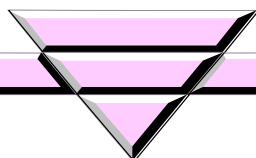


MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Ministère de la Justice
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris
Département du Budget et des Finances
Unité des Achats et des Marchés Publics
3, avenue de la Division Leclerc
B.P. 103
94267 FRESNES CEDEX
Tél: 01 88 28 70 00**



**MISE A DISPOSITION DE FONTAINES A EAU RACCORDEES AU
RESEAU, DE FONTAINES A BONBONNE ET FOURNITURE DE
BONBONNESAU PROFIT DES ETABLISSEMENTS ET
SERVICES DELA DIRECTION INTERREGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE PARIS**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
(C.C.T.P.)
N° 23092025**

Code de la Commande publique du 01 avril 2019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PROCEDURE DE PASSATION ET OBJET DU MARCHÉ	3
Article 1.1 – Objet du marché	3
Article 1.2 – Procédure de passation	3
ARTICLE 2 – DELAIS ET CONDITIONS D'EXECUTION DES	3
PRESTATIONS.....	3
Article 2.1 – Délais et conditions de livraison des fontaines à eau	3
Article 2.2 – Délais et conditions d'intervention (maintenance préventive et curative)	4
Article 2.3 – Délais et conditions de livraison des consommables	4
Article 2.4 – Exécution de la prestation	5
ARTICLE 3– CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	5
Article 3.1 – Caractéristiques spécifiques	5
Article 3.2 – Caractéristiques environnementales	6
Article 3.3 – Les normes	6
Article 3.4 – Les risques bactériologiques	6
Article 4– Modalités d'installation	7
Article 4.1 – Livraison et transport	7
Article 4.2 – L'installation.....	7
Article 4.3 – Réception et opération de vérification	8
Article 4.4 – Reprise de matériel.....	8
ARTICLE 5 – MAINTENANCE.....	8
Article 5.1 – La maintenance préventive.....	9
Article 5.2 – La maintenance curative.....	9
ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX	9
ARTICLE 7 – BILANS.....	10

ARTICLE 1 – PROCEDURE DE PASSATION ET OBJET DU MARCHE

Ce document définit les caractéristiques générales des équipements ainsi que les attentes en livraison, en installation et en entretien des fontaines. Les normes citées dans le présent document doivent impérativement être prises en compte lors de l'étude et mises à jour au moment de la livraison, de l'installation et de l'entretien des fontaines à eau.

Article 1.1 – Objet du marché

L'objet du marché est défini comme suit :

« Mise à disposition de fontaines à eau raccordées au réseau, de fontaines à bonbonne et la fourniture de bonbonnes au profit des établissements et services de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris »

Les caractéristiques propres aux prestations attendues sont développées dans le présent CCTP.

Le candidat s'engage à effectuer les prestations demandées en vue d'atteindre les objectifs définis dans le présent CCTP, en conformité avec les exigences légales et réglementaires.

Une obligation de résultat est attendue.

Article 1.2 – Procédure de passation

Le présent marché est un marché public de fournitures, passé en appel d'offres ouvert, soumis aux dispositions de l'article L.2124-2 du Code de la commande publique. Chaque lot est un accord-cadre mono-attributaire, sans minimum mais avec un maximum de 250 000 € HT, mis en œuvre par l'émission de bons de commande.

Les modalités et conditions dans lesquelles les réponses des candidats doivent être apportées sont présentées dans le Règlement de Consultation (RC).

ARTICLE 2 – DELAIS ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 2.1 – Délais et conditions de livraison des fontaines à eau

Le titulaire est chargé de la livraison et de l'installation des opérations de raccordement au réseau, de la mise en service des fontaines, de la maintenance et de l'entretien de celles-ci. A la demande des établissements, et lorsque cela est possible, le titulaire est chargé de l'installation de nouveau raccordement.

Il appartient au prestataire de prendre contact avec les établissements afin de fixer un rendez-vous pour la mise en place des prestations, l'inventaire des besoins ainsi que le nombre de personnel estimé pour l'exécution des prestations.

Les marchandises détériorées en cours de livraison ne seront pas prises en compte, les risques afférents au transport jusqu'à l'établissement destinataire incombent au titulaire.

Les fontaines sont à livrer au cours de la semaine 31. Un calendrier de déploiement doit être présenté dans le

mémoire technique.

Article 2.2 – Délais et conditions d'intervention (maintenance préventive et curative)

➤ Conditions d'intervention

Certains établissements possèdent des fontaines achetées au cours des années précédentes. S'il est techniquement possible pour le prestataire d'en assurer la maintenance, alors elles feront partie du marché pour toute sa durée. **L'intégration de ces fontaines au marché sera notifiée dans le rapport détaillé de l'état de lieux** prévu à l'article 6 du présent CCTP.

À l'issue de la réalisation de chaque prestation, le prestataire doit faire signer obligatoirement **un bon d'intervention** par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et lui en remettre une copie le jour même.

L'Administration se réserve le droit de reporter à tout moment la date d'intervention. Dans ce cas, le titulaire en est informé par téléphone ou courriel.

➤ Délais d'intervention

Un calendrier prévisionnel des prestations de maintenance préventive doit être intégré au mémoire technique du candidat. Quinze jours avant la date prévisionnelle du calendrier, le titulaire contacte l'établissement bénéficiaire pour convenir d'une date et heure d'intervention.

La maintenance curative est à garantir dans un délai maximum de 72 heures ouvrées à compter de la demande d'intervention faite par courriel.

À défaut du respect des délais d'intervention susvisés, les pénalités prévues à l'article 9 du CCAP seront mises en œuvre.

Article 2.3 – Délais et conditions de livraison des consommables

Le prestataire prend à sa charge la prestation logistique liée au transport et à la livraison des fontaines et des bonbonnes pour les différents établissements et services concernés, dont la liste figure dans l'annexe n° 1 du CCAP. Les livraisons sont exécutées franco de port.

Les règles d'hygiène relatives aux véhicules et aux contenants, notamment en termes de prévention contre la bio contamination, s'appliquent durant toutes les étapes de mise en œuvre de la chaîne logistique.

Les adresses et lieux de livraison des prestations sont renseignés à l'annexe n° 1 du CCAP.

Les consommables sont à livrer dans les 5 jours ouvrés suivant l'émission du bon de commande.

L'Administration se réserve le droit de reporter à tout moment la date de livraison. Dans ce cas, le titulaire en est informé par téléphone ou courriel ou télécopie ou courrier.

Les véhicules doivent être adaptés aux contraintes de voirie, de dimensions et d'architecture des sites desservis.

Le titulaire doit livrer les consommables commandés aux lieux et emplacements définis par l'administration et précisés sur les bons de commandes.

A chaque livraison de bonbonnes, le personnel du titulaire est tenu de reprendre les bonbonnes vides.

Chaque prestation doit être impérativement accompagnée d'un bon de livraison établi en deux exemplaires par le fournisseur.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG FCS, le bon de livraison comportera les éléments suivants :

- L'identification du prestataire,
- Les coordonnées du prestataire,
- Le numéro du marché,
- La date de la livraison,
- Le(s) lieu(x) de livraison des prestations,
- La référence de la livraison,
- L'identification des fournitures livrées,
- La quantité exacte de marchandise livrée,
- Les reliquats éventuels,
- Le nombre de bonbonnes vides reprises.

La livraison des fournitures est constatée par la signature du double du bon.

Article 2.4 – Exécution de la prestation

Quelque soient les circonstances, le prestataire du marché s'engage à assurer toutes les prestations du marché.

Dans les cas où il ne peut les assurer lui-même, il s'engage à les faire exécuter à ses frais par une autre société. A défaut les pénalités prévues à l'article 12 du C.C.A.P. sont mises en œuvre.

En cas de défaillance totale du prestataire, l'administration se réserve le droit de faire procéder à l'exécution des prestations, aux frais et risque du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-F.C.S.

La fourniture d'énergie électrique et d'eau nécessaire à l'exécution proprement dite des prestations est assurée gratuitement par la personne publique.

ARTICLE 3– CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Article 3.1 – Caractéristiques spécifiques

Les fontaines doivent être de deux types :

- **1 type de fontaine à réseau proposant au moins de l'eau froide et tempérée** ; et disposer d'un mécanisme de versement qui ne nécessite pas un touché manuel (ex : pédale).
- **1 type de fontaine à réseau proposant au moins de l'eau chaude, froide et tempérée** ; et disposer d'un mécanisme de versement qui ne nécessite pas un touché manuel (ex : pédale).

En plus des obligations normatives et réglementaires, les exigences techniques minimales pour les fontaines à réseau sont les suivantes :

- Vanne manuelle d'arrêt, ou équivalent, coupant l'arrivée d'eau en cas de fuite,
- Bac de récupérateur avec signal anti-débordement si le raccordement de l'appareil sur le circuit de vidange n'est pas possible,
- Filtre permettant de supprimer le goût de chlore de l'eau,
- Filtre permettant de retenir toute particule contenue dans l'eau (nitrate, métaux lourds),
- Filtre antitartre,
- Système de protection antibactérien.

Article 3.2 – Caractéristiques environnementales

Dans une démarche écoresponsable, le titulaire du marché peut proposer des fontaines neuves ou reconditionnées âgées de moins de cinq ans.

Les bonbonnes sont conformes à la législation en vigueur des produits de qualité alimentaire.

Ils ne doivent pas comporter de bisphénol A (Loi 2012-1442 du 24 décembre 2012).

L'eau des bonbonnes doit n'avoir subi ni traitement chimique ni adjonction. L'eau peut être non minérale.

Article 3.3 – Les normes

L'ensemble des fournitures, l'installation et la maintenance doivent être en conformité à minima avec le marquage CE, ou équivalent, les normes européennes et la réglementation en vigueur du Code de la Santé Publique.

Le prestataire témoigne de la conformité sanitaire de ses produits avec une attestation de conformité sanitaire (ACS) valide, délivrée par un laboratoire habilité par le Ministère chargé de la Santé (la norme ACS en application depuis le 24 décembre 2006 et de la loi R.1321-52 du Code de la Santé Publique), ou équivalent.

Il informe également l'administration des recommandations qu'il préconise pour l'emploi et l'entretien de sa fontaine et de toute disposition engageant la responsabilité des utilisateurs potentiels.

Article 3.4 – Les risques bactériologiques

Le système des fontaines respecte les principes réglementaires en vigueur d'hygiène sanitaire contre la prolifération bactériologique, l'humidité et autres agents polluants de toute nature qui altéreraient la qualité de l'eau de quelque façon que ce soit.

Le prestataire doit proposer des fontaines avec un système qui permette un écoulement sain de la bonbonne au gobelet.

En application, du Code de la Santé Publique relative aux normes françaises, la norme ACS, ou équivalent, doit être présentée obligatoirement sur chacun des matériels utilisés en contact avec de l'eau à destination humaine.

Le titulaire a l'obligation de prévenir l'Administration en cas d'alerte sanitaire de la part de la préfecture pour les fontaines raccordées au réseau. Il en fera de même en cas d'alerte sanitaire de la part de son fournisseur en ce qui concerne les bonbonnes.

Le prestataire fait son affaire de la gestion de la maintenance réglementaire et de toutes les opérations de contrôle réglementaire notamment les contrôles périodiques obligatoires applicables aux équipements dont il a la charge. Il est responsable de la planification et de la réalisation de ces opérations dans le cadre du respect de la réglementation. Un calendrier prévisionnel des contrôles réglementaires doit être précisé dans le mémoire technique.

En cas de dommages liés au non-respect de cette clause, le titulaire engage sa responsabilité civile et pénale, et indemnise l'administration pour le préjudice subi.

Article 4– Modalités d'installation

Aucun refus d'exécution, total ou partiel, d'une prestation objet du marché ne peut être fondé sur une cause tirée de la méconnaissance de la configuration des lieux ou de leurs spécificités.

Article 4.1 – Livraison et transport

La livraison des fournitures sera faite aux adresses indiquées à l'annexe 1. Les livraisons se dérouleront, dans les conditions prévues à l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S. Les frais de transport des fournitures seront à la charge du titulaire.

Par dérogation aux articles 25.2.1 et 25.4.3 du CCAG-FCS, si la fourniture livrée s'avère défectueuse ou ne correspond pas aux spécifications du marché, ou si la prestation exécutée ne correspond pas aux spécifications du marché, le titulaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires afin de respecter les spécifications du marché, au plus tard dans un délai de 8 jours à compter de la date de l'ajournement ou du rejet des prestations.

Article 4.2 – L'installation

- **L'installation de nouvel raccordement au réseau**

La prestation se définit par l'installation d'un nouveau raccordement en vue d'installer une fontaine réseau en lieu et place d'une fontaine à bonbonne lorsque cela est possible.

L'installation ne peut se faire que sur autorisation expresse de la direction de l'établissement concerné. Elle est réalisée conformément à la procédure présentée dans le mémoire technique du titulaire.

- **L'installation des fontaines**

La prestation se définit par l'installation des fontaines réseaux et des fontaines bonbonnes en lieu et place exigés par l'Administration.

L'installation d'une fontaine réseau ne peut se faire que sur un raccordement existant et adapté à la fontaine.

En cas d'impossibilité d'installation d'une fontaine réseau sur un raccordement existant, le titulaire doit informer l'Administration des raisons de cet empêchement.

La prestation comprend également la fourniture et la pose de câbles électriques, canalisations de tout ordre et les gaines comprises entre l'organe de séparation le plus proche (vanne, sectionneur), les câbles d'entrée et de sortie d'eau et l'équipement lui-même. Le dépoussiérage du chemin de câble (même en hauteur) doit être effectué par le titulaire.

L'installation doit se faire conformément à la procédure présentée dans le mémoire technique du titulaire.

Article 4.3 – Réception et opération de vérification

- **Réception des installations des fontaines**

Cette réception concerne tous les équipements fournis dans le cadre de l'installation ou du changement de fontaines.

Après l'installation de chaque fontaine, le titulaire expose au représentant de l'établissement :

- **Le bon fonctionnement des fontaines,**
- **La bonne diffusion de l'eau (tempérée, chaude et froide)**

Egalement, après l'installation de chaque fontaine, **le titulaire informe sur le fonctionnement de la fontaine installée, ainsi que des contre-indications dans son utilisation.** Ces éléments doivent être exposés dans la fiche technique remise dans le mémoire technique du titulaire.

Si l'établissement estime que des prestations sont non conformes aux stipulations du marché ; le titulaire devra alors retirer la fontaine non conforme et en installer une nouvelle **dans un délai de 8 jours.**

A la fin de ce délai, si la prestation n'est toujours pas conforme aux mentions indiquées sur la commande, l'établissement est en droit d'appliquer des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

- **Réception des bonbonnes à eau**

Si la quantité fournie ou la prestation effectuée n'est pas conforme aux mentions indiquées sur la commande, l'établissement peut mettre en demeure, **dans un délai de 72 heures :**

- Soit de reprendre l'excédent fourni,
- Soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

Les frais nécessités par les différentes validations sont à la charge du titulaire.

A la fin du délai de 72 heures, si la prestation n'est toujours pas conforme aux mentions indiquées sur la commande, l'établissement est en droit d'appliquer des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

Article 4.4 – Reprise de matériel

Le titulaire reprend à ses frais, son matériel en fin d'exécution du marché ou en cas de fermeture d'un service ou établissement de l'Administration Pénitentiaire. Le titulaire doit enlever le matériel dans un délai de 15 jours suivant la demande formulée par courriel, sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 9 du CCAP.

ARTICLE 5 – MAINTENANCE

Les dispositions prises à l'article 27 du C.C.A.G.-F.C.S. relatives à la maintenance sont applicables.

On se reportera aux normes citées aux articles 3.3 et 3.4 du présent CCTP pour les définitions d'usage des niveaux de maintenance.

Chaque opération d'intervention fera l'objet de la rédaction d'une fiche d'intervention.

La maintenance préventive et curative est à la charge du titulaire, sauf pour cas de vandalisme.

Article 5.1 – La maintenance préventive

D'une manière générale, les interventions de maintenance préventive doivent être réalisées de façon à ne pas pénaliser le bon fonctionnement des établissements et services.

Le prestataire s'engage à réaliser, dans des conditions qui garantissent le bon fonctionnement des fontaines, une maintenance régulière sur l'ensemble du parc ainsi qu'un contrôle sanitaire conforme à la réglementation en vigueur. Il est souhaité que les filtres soient remplacés au moins une fois par trimestre.

Au moins 3 semaines avant une intervention, le titulaire communiquera, une proposition de dates d'interventions auprès des établissements concernés. L'établissement doit valider ces dates, ou proposer une autre date.

Si l'une des deux parties désire déplacer une intervention, elle en informera l'autre au moins deux (2) jours ouvrables avant la date prévue par courriel ou télécopie. Les pénalités de l'article 9 du CCAP sont applicables pour retard ou absence d'intervention.

Les frais de maintenance et de déplacement sont inclus dans le coût mensuel de la location.

Article 5.2 – La maintenance curative

Le dépannage hors visite d'entretien est assuré au maximum dans les 72 heures ouvrées suivant la prise en compte de la demande d'intervention par tout moyen permettant d'en attester une date certaine. Des pénalités pour retard sont appliquées conformément à l'article 9 du C.C.A.P. en cas d'intervention au-delà de ce délai.

La maintenance curative pour vandalisme se fait sur la base du BPU.

Dans le cas où les réparations nécessitent une immobilisation du matériel de plus de trois (3) jours ouvrés, le titulaire du marché met à la disposition de l'Administration une machine équivalente sans supplément de coût dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrés.

ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX

Dans les dix jours suivants la notification du marché, il appartient à chaque prestataire de contacter les établissements afin de fixer un rendez-vous pour la rédaction de l'état du parc de fontaines et déterminer les besoins en nouveaux réseau, en fontaines réseau et bonbonnes, et en maintenance préventive des fontaines à la propriété de l'établissement.

L'état du parc de fontaines est obligatoire.

Suite à cet état des lieux, le titulaire doit fournir un rapport détaillé à :

- L'UAMP de la DISP de Paris au 3 avenue Division Leclerc, 94267 Fresnes,

- Tous les établissements pénitentiaires du lot concerné.

ARTICLE 7 – BILANS

Il est demandé au prestataire de transmettre un état annuel du parc à partir de la date de début d'exécution des prestations soit le 1^{er} août 2021. Les bilans annuels doivent être remis respectivement entre le 30 juin et le 30 juillet de chaque année.

Le bilan annuel comprendra :

- Le nombre de fontaines en locations selon leur type
- Le total des commandes de bonbonnes par année et par établissement,

Ces bilans sont à transmettre à l'Unité des Achats et des Marchés Publics (UAMP) de la Direction Interrégionale de Paris, par courrier au 3 avenue de la Division Leclerc, BP 103, 94267 Fresnes Cedex, ou par courriel à listedrppariscellulemarche@justice.fr